



Institute for  
Research on  
Public Policy

Institut de  
recherche  
en politiques  
publiques

Pour diffusion immédiate – Le 26 janvier 2010

## COMMUNIQUÉ

### ***Le Canada n'a rien à craindre des investissements étrangers directs***

#### ***Les avantages des IED l'emportent largement sur leurs inconvénients***

**Montréal** – Les craintes concernant les effets nuisibles des investissements étrangers directs (IED) pour l'économie canadienne sont essentiellement dénuées de fondement, selon une nouvelle étude de l'Institut de recherche en politiques publiques.

Intitulée « Dispelling Canadian Myths about Foreign Direct Investment », cette étude de Walid Hejazi soutient que les investissements étrangers au Canada ont enrichi le pays de nouvelles technologies, d'emplois bien rémunérés et de plusieurs sièges sociaux, tandis que les investissements canadiens à l'étranger ont stimulé notre économie en faisant augmenter nos exportations et en renforçant le rôle de nos sièges sociaux. Quant aux craintes de prises de contrôle et d'« évidement » des fonctions stratégiques des sièges sociaux établis au Canada, elles sont tout aussi infondées. En vérité, les prises de contrôle étrangères ont favorisé ces dernières années l'accroissement des activités des sièges sociaux au Canada, car les sociétés étrangères jugent souvent plus avantageux de les maintenir à proximité géographique de leurs installations canadiennes.

« Les sociétés étrangères établies au Canada sont plus innovantes, plus productives et rémunèrent mieux leurs employés que les entreprises canadiennes équivalentes, observe l'auteur. Surtout, elles importent de leur société mère de nombreuses technologies dont profitent les entreprises d'ici. »

Les investissements directs canadiens à l'étranger ont explosé depuis 30 ans, de sorte que les entreprises canadiennes possèdent aujourd'hui plus d'activités à l'étranger (en valeur monétaire) que les sociétés étrangères n'en possèdent au Canada. Le rôle du gouvernement consiste donc à mettre en place les moyens nécessaires pour que les sociétés canadiennes et étrangères soient sur un pied d'égalité en matière de concurrence.

« La libéralisation du commerce et les faibles taux d'imposition des sociétés favorisent la compétitivité de nos entreprises sur les marchés étrangers, conclut Walid Hejazi. Mais à l'instar des échanges commerciaux, les investissements étrangers circulent dans les deux sens, et Ottawa doit prendre soin d'anticiper la réaction des autres pays quand il décide de protéger, ou examine s'il y a lieu de protéger, les entreprises canadiennes. »

On peut télécharger sans frais l'étude « Dispelling Canadian Myths about Foreign Direct Investment » de Walid Hejazi sur le site Web de l'Institut, au [www.irpp.org](http://www.irpp.org).

À noter que cette publication marque le lancement d'*Étude IRPP*, la nouvelle série des documents de recherche évalués par des pairs.

-30-

Pour obtenir plus de détails ou pour solliciter une entrevue, veuillez communiquer avec l'IRPP.

Pour recevoir le bulletin mensuel de l'IRPP @propos par courriel, veuillez vous abonner à son service de distribution au site Web [www.irpp.org](http://www.irpp.org).

**Renseignements** : Kate Shingler      bureau : 514 787-0737      cellulaire : 514 235-8308